

Les risques de la robotisation militaire

Une interdiction du développement, de la production et de l'usage de robots soldats s'impose

JEAN-BAPTISTE JEANGÈNE VILMER

Enseignant en droit à l'Université McGill, membre associé de la Chaire Raoul-Dandurand à l'UQAM et auteur de La guerre au nom de l'humanité (PUF, 624 p.)

Le 19 novembre, l'ONG Human Rights Watch et le programme des droits de la personne de Harvard Law School publiaient un rapport alarmiste intitulé *Losing Humanity: The Case Against Killer Robots*. Les robots en question ne sont pas les drones existants — lesquels suscitent déjà beaucoup d'interrogations éthiques et juridiques en particulier parce qu'ils sont l'instrument d'une politique d'assassinats ciblés —, mais ceux de la génération suivante, qui font davantage preuve d'autonomie et qu'on appelle donc des robots létaux autonomes (RLA).

Les drones actuels ont une certaine dose d'autonomie — pour leur navigation —, mais ils restent pilotés à distance. Ils ne choisissent pas leur cible et ne tirent que sous commandement humain (*human-in-the-loop weapons*). Les machines actuellement en développement choisissent leur cible et tirent automatiquement, mais sous la supervision d'un humain (*on the loop*) ou n'impliquent même aucune intervention humaine (*out the loop*).

Plusieurs États sont engagés dans cette course à la robotisation militaire, à travers la compétition que se livrent leurs industries de défense. Ce développement est inéluctable, car les robots présentent un certain nombre d'avantages par rapport aux soldats humains.

Les avantages

D'abord, ils les remplacent pour accomplir des tâches risquées et permettent alors de sauver des vies dans les rangs de la puissance utilisatrice. Par rapport à l'époque où les soldats n'étaient considérés que comme de la chair à canon, c'est un progrès important. C'est une autre manifestation de l'intolérance dont fait preuve l'opinion occidentale à l'égard des pertes humaines depuis le Vietnam; intolérance caricaturée par l'expression « guerre zéro mort ». Cet état d'esprit traduit un véritable bouleversement puisque l'acceptation de la mort était pendant des siècles au fondement de la guerre et des vertus de l'éthos militaire, comme le courage et l'esprit de sacrifice.

Ensuite, les robots présentent aussi un avantage économique: le Department of Defense américain ne cache pas que ce qui l'incite à défendre l'autonomisation croissante des armements sont surtout les économies de personnel et les réductions de coût qu'elles entraînent — et qui sont d'ailleurs plus minces qu'il n'y paraît lorsque l'on prend en compte, dans le cas des



Les drones actuels ont une certaine dose d'autonomie — pour leur navigation —, mais ils restent pilotés à distance.

drones, par exemple, le nombre d'heures de vol, l'infrastructure, l'équipe au sol, la maintenance et le taux d'écrasement.

Les robots ont aussi des sens plus développés que les hommes: leurs différents capteurs leur permettent de voir plus loin, à travers les murs, la nuit, etc., et ils ont une capacité de calcul plus élevée. Contrairement aux humains, ils ne sont soumis ni aux émotions qui peuvent altérer leur jugement comme la peur, la frustration ou la vengeance, ni au stress causant des réactions psychologiques problématiques, comme la dissonance cognitive — ces deux faiblesses étant responsables d'un grand nombre de crimes de guerre.

D'où le pari de certains roboticiens selon lesquels les RLA seraient de parfaits soldats; même « plus éthiques » que les hommes dans le sens où, bien programmés, ils respecteraient à la lettre le droit international humanitaire (DIH). Un certain nombre de recherches — dont celles financées par l'Army Research Office américain — sont donc actuellement menées pour développer des algorithmes capables d'« apprendre » le DIH aux robots.

L'illusion du robot « éthique »

Il s'agit à mon avis d'un positivisme naïf. On ne peut pas convertir le jugement moral ou le « bon sens » en algorithmes. Ces roboticiens présumant que le DIH est un ensemble de règles univoques, ce qui n'est évidemment pas le cas. Ses principes généraux qu'il faudrait programmer, tels que la distinction, la proportionnalité, la nécessité militaire ou l'interdiction de causer des maux superflus, font l'objet d'interprétations divergentes et d'abondantes controverses doctrinales.

Le principe de distinction entre civils et combattants, par exemple, ne peut se traduire par un code commandant à la machine de tirer sur le combattant et pas sur le civil. D'une part parce que les civils deviennent des combattants

(illégaux) aussitôt qu'ils « participent directement aux hostilités » — une notion tellement complexe que le CICR a dû rédiger un Guide interprétatif d'une centaine de pages pour tenter de la clarifier — et, d'autre part, parce qu'il n'est pas toujours pertinent de tirer sur un combattant: on peut avoir des raisons stratégiques ou tactiques de ne pas le faire.

Quant à l'absence d'émotions, elle est au moins autant un inconvénient qu'un avantage, puisque si les émotions jouent effectivement un rôle dans le fait de commettre certains crimes de guerre, elles sous-tendent aussi des actes moraux. Des études montrent que des humains incapables de ressentir des émotions — un peu comme les robots — à cause d'un dommage cérébral sont « excessivement utilitaristes » et incapables de produire de bons jugements éthiques.

Ceux qui pensent pouvoir rendre les robots « éthiques » en comptant précisément sur leur absence d'émotions confondent la moralité et l'application de règles. Or, le DIH n'étant pas un ensemble de règles univoques, il n'a de sens que dans le cadre du « particularisme moral » selon lequel nos jugements s'effectuent au cas par cas — ce que les robots ne peuvent pas faire.

Autrement dit, les RLA sont incapables de respecter le DIH, qui nécessite des qualités interprétatives proprement humaines. Ayant par ailleurs d'autres faiblesses, dont une vulnérabilité au piratage, on peut conclure qu'une machine pleinement autonome poserait un risque considérable non seulement aux civils, mais aussi aux combattants de l'État utilisatrice. Sans compter la question cruciale de la responsabilité — à qui incombe celle du tir d'un robot autonome? — à laquelle il n'y a pas pour l'instant de réponse satisfaisante.

On peut donc vouloir en interdire le développement, la production et l'usage. Reste à savoir comment et ce n'est pas le moindre des défis des prochaines années.

Une année



DAVID DESJARDINS

Ce fut une année de fatigue. Je la termine claqué, vidé par cet automne dans lequel s'est prolongée une partie du printemps à travers une élection morose dont l'unique gagnante est probablement Françoise David. Pas tant pour la victoire que pour la manière. Un panache qui met en relief les formules cauteleuses, les demi-vérités, les *spins* abscons et l'épaisse brutalité qui composent l'habituel ragout électoral.

Surtout, je suis fatigué de m'être engueulé. Avec les étudiants qui défendent la gratuité scolaire: je suis d'accord avec le principe, mais je n'y crois simplement pas. Pas dans ce monde-là où tout se paie, même si je trouve qu'il pue un peu, moi aussi, ce monde. Puis je me suis pogné avec mes amis, mes connaissances et des lecteurs qui se sont systématiquement braqués contre le mouvement étudiant. Je vais dire cette chose épouvantable, mais qui, je crois, résume le mieux ce qui s'est produit chez moi: j'ai été très déçu.

Ce fut donc une année décevante. Parce que si on s'est beaucoup félicité d'avoir entamé une discussion politique, on a aussi pu constater notre manque de vocabulaire, et l'absence, dans notre culture, d'un art de la conversation et du débat. Autrement, on m'a tant servi de discours approximatifs, trempés dans le vernis du gros bon sens, et on m'a tant rabâché cette idée de la « juste part », sans jamais tenir compte du coût qu'engendrait la position du gouvernement, et surtout, de l'intolérable manière avec laquelle Jean Charest manipulait l'opinion publique pour manufacturer cette crise, que, rapidement, je me suis rangé du côté des carrés rouges.

Un côté qui n'a jamais été celui de l'intimidation et de violence, comme le prétendaient les libéraux. Il y a bien eu quelques épisodes malheureux, mais d'une extraordinaire rareté, vu l'ampleur du mouvement. *Anyway*, même sans le recul dont nous disposons aujourd'hui, il était évident que c'était ce gouvernement qui, du début à la fin, soufflait sur les braises du conflit pour faire oublier qu'on venait de déterrer les racines d'un système politique pourri. Se battre contre les étudiants, se mettre en rogne contre des manifs, c'était choisir la mauvaise colère.

Ce fut beaucoup une année de colères. Des casserolées qui cognent. Des lois monstrueuses qui recèlent un chapelet de petits malheurs. Des avions de chasse aux coûts furtifs. Puis une envie de hurler en voyant défilier tous ces tristes clowns à la commission Charbonneau.

Perdants sans grâce, pantins des mafias, grandes et petites. Fonctionnaires minables jouant au golf avec le Parrain. Entrepreneurs frustrés qui ont pourtant joué le jeu tant qu'ils en avaient les moyens. Avocats aux méthodes répugnantes lorsqu'ils cherchaient à discréditer certains témoins pour protéger des administrations qui abusent de la confiance des citoyens déjà tellement cyniques, et donc difficiles à véritablement décevoir.

Contorsions

Ce fut quand même une année de déceptions. Surtout pour ceux qui ont voté stratégique. Je l'avoue, c'est mon cas. Et j'espérais mieux du gouvernement Marois que le douloureux spectacle de contorsions qu'il propose depuis quelques mois.

J'ai pourtant cru dans les premiers instants que Pauline Marois allait foncer dans le tas, mais non. Rattrapé par la réalité, par le goût du pouvoir et les gaffes à répétition, le courage l'a quittée. Et c'est l'affaire Breton plus que toute autre qui aura servi de révélateur.

Ce fut année révélatrice. On a vu une jeunesse naître dans les rues, c'est vrai. On a pu constater son inventivité, son intelligence. Ailleurs, on a bien compris le jeu de certains médias et leurs porte-voix qui confondent le débat et la provocation pour attirer les foules et empêcher le magot. Les crises et les affrontements ont ceci de pratique: ils nous montrent la véritable nature des gens. Les bons, les brutes et les truands se distinguent. On peut enfin, avec plus de certitude, distinguer le laid du beau.

Ce fut une année de beauté. Le sentiment que l'horizon s'est ouvert pendant un temps. Comme une sorte de candeur retrouvée. Un espoir. Une grande soif. Quant à moi, j'ai pu voir l'inquiétante splendeur que recèle le vide lorsque j'ai perdu mon emploi. J'ai passé tout le mois d'août dans des limbes chauds, sans pluie, couché dans le hamac au fond de la cour en pressentant le vertige de cette nouvelle chronique, de mon arrivée dans la grande ligue du *Devoir*.

Ce fut une année de bonheurs.

Écrivez-nous!

Le *Devoir* se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous recommandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

LA RÉPLIQUE > RELIGION

« Catholiques à la porte »

Ceux et celles qui attendent une Église catholique réformée et renouvelée, les évêques les ignorent complètement

JACQUES RIVET

Professeur titulaire au Département d'information et de communication de l'Université Laval

Le collègue Louis O'Neill, professeur émérite de l'Université Laval, vient de rendre compte récemment du message pastoral de l'Assemblée des évêques du Québec. Il y a vu un « texte de haute portée, animé d'un grand souffle ». Soucieux de le vérifier, Internet me donne la possibilité de le faire en accédant instantanément à son intégralité. J'y décèle plutôt le grand soufflé d'un message dramatisé pour les fidèles catholiques sur deux plans: la suppression de la paroisse concrète au profit de la communauté abstraite et le chantage à la perte éternelle. Autrement dit: « Hors l'Église, point de salut! »

Nosseigneurs les archevêques et évêques du Québec identifient divers types de citoyens plus ou moins éloignés de la religion catholique: les catholiques de recensement (83,2% des Québécois en 2001), les athées et les agnostiques qui font partie de ceux qui se disent « sans religion » (5,6% en 2001). Quant aux « catholiques à la porte », ceux et celles qui attendent une Église catholique réformée et renouvelée, nos Excellences les ignorent complètement. On ne peut les recenser.

Militants antireligieux

Ce sont davantage les militants antireligieux qui les préoccupent, ceux qui s'opposent « fortement à la religion et à sa présence sur la place publique ». Et pour cause, les circonstances les desservent: il va falloir « fermer boutique » dans plusieurs cas. Alors leur parole propose « [...] d'aménager un espace public ouvert et accueillant où puissent s'exprimer, dans le respect

LE DÉCLENCHEUR

Un document éclairant

« Catholiques dans un Québec pluraliste, [...] tel est le titre qui coiffe le message qu'ont publié les évêques du Québec en novembre 2012. Un document éclairant, collé à la réalité, qui apporte une contribution significative aux débats qui agitent la société d'ici. Malheureusement, [il] semble avoir échappé à l'attention des médias. N'eût été la diligence d'un ami, j'aurais totalement ignoré l'existence de ce texte de haute portée, animé d'un grand souffle ».

Louis O'Neill, *Le Devoir*, 24 décembre 2012, p. A 7.

mutuel, les valeurs et les croyances des uns et des autres », parole qui annonce le recours aux fonds publics en guise de compensation pour l'incurie financière des fidèles.

Car l'Église locale a changé: « Dans le Québec traditionnel, [la paroisse] était en partie une réalité sociologique. [...] Mais dans le nouveau Québec pluraliste, c'est de plus en plus une communauté à laquelle on choisit d'appartenir. » Tout est dit: la modernité a passé, la communauté avec les autres est née. On ne sera jamais assez nombreux pour payer les déficits. Que les « catholiques à la porte » se réjouissent: y'a plus de porte. À défaut de l'ouvrir, ILS l'ont supprimée!

Réjouissance prématurée. Le message pastoral fait allusion à l'année de l'Expo 67: « Ceux d'entre nous qui ont plus de cinquante ans [s'en] souviennent avec émotion. » Rajoutons vingt ans pour prolonger l'émotion. Dans tous les collèges classiques du Québec sévit un chantage en rai-

son de la résistance à l'appel de Dieu de la part de ceux qui refusent d'aller au séminaire. Pareillement aujourd'hui, ce message explique: « Cette situation ne ressemble-t-elle pas un peu à ce que nous vivons, aujourd'hui, au Québec? Il n'y a pas si longtemps, chez nous, nous étions nombreux à suivre le Christ et à participer à la vie de la communauté des disciples: l'Église. Puis, en quelques années, « beaucoup de ses disciples s'en allèrent ». Les « catholiques à la porte » ont évidemment tort, particulièrement du point de vue de leur salut: « Seigneur, vers qui pourrions-nous aller? Tu as les paroles de la vie éternelle. » Le chantage à la perte éternelle revient à la manière cléricale du lavage de cerveau des collégiens du classique d'autrefois.

Serviteur de Dieu

En guise de signature, l'estimé collègue O'Neill, remarquable serviteur de Dieu et de César durant sa carrière qui se prolonge, s'est présenté comme « ancien prêtre ». Comme dans le cas de nombreux autres, et tout spécialement de certains de mes confrères de collège, ils ne sont pas d'« anciens prêtres ». Mais toujours prêtres, « des prêtres à la porte ». À telle enseigne qu'un jour, un pape plus éclairé les rappellera avec tout leur monde au service du ministère pastoral. A-t-on idée de la compétence, du dévouement et de la charité dont l'Église catholique du Québec a été privée au cours des dernières décennies en raison de cette sécularisation insensée basée sur la méfiance ecclésiale des femmes?

Devant une Église catholique du Québec fermée au mariage des prêtres, à l'ordination des femmes, à l'alliance homosexuelle et j'en passe, il va couler beaucoup d'eau sous les ponts avant que nombre de citoyens et de citoyennes perdent leur statut de « catholiques à la porte ».